



Assemblée générale

Distr. générale
4 juin 2007
Français
Original : anglais

Soixante et unième session
Point 27 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région
du Groupe GUAM et leurs incidences
sur la paix, la sécurité et le développement

**Lettre datée du 1^{er} juin 2007, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration du Cabinet du Ministre d'État géorgien sur le règlement des conflits en date du 31 mai 2007 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de la soixante et unième session de l'Assemblée générale, au titre du point 27 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Irakli Alasania



**Annexe à la lettre datée du 1^{er} juin 2007 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Cabinet du Ministre d'État géorgien
sur le règlement des conflits**

À la réunion du Groupe des Amis du Secrétaire général des 12 et 13 février 2007, la partie géorgienne a présenté ses propositions visant à promouvoir le climat de confiance entre les parties, à faire avancer les négociations de paix et à parvenir à un règlement politique global du conflit en Abkhazie (Géorgie).

Depuis, la partie géorgienne a proposé à maintes reprises d'organiser une réunion bilatérale avec la partie abkhaze, sans aucune condition préalable, afin d'examiner la question de la sécurité et celle du retour des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des réfugiés, qu'elle considère comme primordiales. Malgré nos efforts, la partie abkhaze refuse cette réunion et, de manière générale, tout autre contact qui pourrait nous donner l'occasion d'examiner les questions qui nous préoccupent.

Ce refus est d'autant plus alarmant que, pour donner suite aux résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Abkhazie (Géorgie), il convient de prendre certaines mesures concernant les droits de l'homme, et le déploiement de la police civile de l'ONU dans la région de Gali. Dans ce contexte, l'absence de dialogue entre les parties est tout à fait inacceptable. Nous prions par conséquent le Groupe des Amis du Secrétaire général d'engager sans tarder la partie abkhaze à participer à un tel dialogue.

Il convient de noter par ailleurs que les entraves artificielles opposées au règlement des questions de sécurité et au retour des personnes déplacées et des réfugiés ont des incidences néfastes sur d'autres domaines également. Ainsi, depuis plusieurs mois, la partie abkhaze, sans justification notable, refuse de participer au programme de relèvement de la zone du conflit financé par la Commission européenne et, en formulant des exigences sans fondement, retarde le travail du Comité directeur. La tendance est donc claire.

Dans ce contexte, le 17 mai 2007, les représentants du régime de Soukhoumi ont répandu des informations alarmantes à propos du problème clef du retour des personnes déplacées et des réfugiés. À titre d'exemple, il a été noté qu'une résolution intitulée « Le statut juridique des personnes ayant quitté l'Abkhazie à cause de la guerre d'agression menée par la Géorgie contre l'Abkhazie en 1992 et 1993 » était en train d'être examinée au « parlement » du régime de Soukhoumi. En fait, le principal objectif du projet est de légitimer les résultats du nettoyage ethnique perpétré contre la population majoritairement géorgienne et condamné dans les documents issus des sommets de Budapest (1994), de Lisbonne (1996) et d'Istanbul (1999) organisés par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et, grâce à des actions préventives, d'interdire tout retour des personnes déplacées et des réfugiés sur la totalité du territoire abkhaze, engagement que le régime de Soukhoumi a maintes fois confirmé.

Il convient de rappeler à ce stade que la partie abkhaze en conflit a accepté les grands principes et obligations relatifs au retour des personnes déplacées et des

réfugiés, tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral, et que cette question a toujours compté parmi les priorités du processus de paix et fait l'objet de nombreux documents concernant le règlement du conflit. On peut citer à cet égard toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité (de la résolution 876 de 1993 à la résolution 1752 de 2007); tous les accords conclus par les parties géorgienne et abkhaze sous l'égide des Nations Unies; les décisions relatives à l'Abkhazie et à la Géorgie adoptées aux sommets de la Communauté d'États indépendants (CEI); le mandat de la CEI concernant l'opération de maintien de la paix en Abkhazie (Géorgie) du 21 octobre 1994 au 26 mai 1995; l'accord quadripartite de Moscou du 4 avril 1994 sur le retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées; l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces signé à Moscou le 14 mai 1994; la Déclaration de Yalta de 2001; et enfin les accords conclus sur la base des recommandations de Genève.

Nous tenons à souligner encore une fois que les manipulations de la partie abkhaze au sujet des questions relatives aux personnes déplacées et aux réfugiés, y compris les propos des représentants du régime de Soukhoumi, ne sont que des tentatives visant à déclarer nuls et non avenus tous les accords conclus depuis 1993.

Compte tenu de tous les faits susmentionnés, nous estimons nécessaire d'engager le Groupe des Amis du Représentant spécial et du Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour organiser, dès que possible, une réunion à Genève (sur la base des recommandations de Genève) afin d'examiner, avec la participation directe des deux parties en conflit, les possibilités et les priorités concernant la poursuite du processus de paix, qui incluent le dialogue sur les questions de sécurité; la réalisation du droit au retour volontaire des personnes déplacées et des réfugiés sur tout le territoire abkhaze; les questions liées aux aspects économiques et humanitaires; et le redressement économique de la région.

La partie géorgienne, pour sa part, reste prête à coopérer dans tous ces domaines avec toutes les parties prenantes et réaffirme son attachement à un règlement pacifique du conflit en Abkhazie (Géorgie).